

Les crédits

l'avenir de notre pays, car c'est ce dont les Canadiens ont le plus besoin aujourd'hui.

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): Reprise du débat. L'honorable ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) a la parole.

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, il me fait plaisir de partager avec vous aujourd'hui mes réflexions sur la présente situation constitutionnelle et vous décrire les initiatives prises par le gouvernement fédéral pour trouver à l'intérieur du Canada des aménagements qui assureront un Canada fort, uni et capable de relever le vrai défi des années à venir.

Monsieur le Président, chaque fois que je reviens d'un voyage à l'extérieur de notre pays, ou plus particulièrement d'une visite d'une région du Canada, je ne peux m'empêcher d'être fier de ce que nos parents ont voulu bâtir. Avec une population de seulement 26 millions d'habitants répartis d'un bout à l'autre du deuxième plus grand pays au monde en superficie, nos parents ont surmonté d'énormes obstacles géographiques, bien sûr, et climatiques pour bâtir un pays qui se classe au huitième rang des grandes économies du monde. La qualité de ce que nous avons bâti ensemble, ici au Canada, se trouve partout autour de nous: des écoles de première qualité, par exemple, d'excellents services de santé et de vastes possibilités économiques. Partout dans le monde, monsieur le Président, des milliers de personnes envient notre qualité de vie et souhaitent pouvoir immigrer au Canada, parce que, génération après génération, les Canadiens ont bâti ici une société ouverte, une société démocratique, pacifique et très prospère.

C'est ça le Canada que nous avons. C'est le Canada dont je suis fier et c'est le pays que je veux laisser à mes enfants. Toutefois, si nous voulons continuer notre développement économique et être en mesure d'affronter la concurrence du XX^e siècle, tout en assurant notre diversité linguistique et culturelle, il faut nous engager dans une démarche de renouvellement du pacte confédéral canadien. Nous ne devrions pas avoir peur de réévaluer les rôles respectifs des gouvernements fédéral et provinciaux afin de déterminer ce que nous voulons faire collectivement et ce que nous préférons accomplir séparément.

[Traduction]

En fait, j'appuie de tout coeur le point de vue exprimé par notre premier ministre le 16 décembre 1990 à Buckingham, au Québec.

Dans son discours, le très honorable premier ministre a parlé de la répartition des pouvoirs conçue par les Pères de la Confédération. Voici:

Cette répartition des pouvoirs a convenu admirablement bien aux besoins du Canada pendant de longues années, et il est parfaitement acceptable de la revoir pour trouver la meilleure façon de s'adapter aux nouvelles réalités à l'intérieur du Canada tout en nous préparant à affronter la concurrence internationale acharnée dont les investissements, la technologie, le commerce et la prospérité font l'objet. Je crois que l'heure est venue de revoir et de moderniser la fédération pour que celle-ci tienne mieux compte de la diversité canadienne.

C'est ce que le gouvernement croit. Quelles que soient les nouvelles formules qui surgiront au cours des prochains mois, le renouvellement de la fédération doit respecter par-dessus tout certains principes de base que le premier ministre a exposés dans les allocutions qu'il a prononcées en février à Toronto et à Québec.

Les changements doivent mener le Canada vers une plus grande prospérité. Deuxièmement, ils doivent rendre le fédéralisme plus efficace et faire du Canada un pays plus compétitif. Ils doivent respecter aussi bien l'égalité que la diversité des citoyens. Ils doivent être pratiques et applicables, maintenir des normes nationales et rapprocher la prise de décision des citoyens. Nous devons également garantir les droits de tous les Canadiens.

Voici ce que le premier ministre a déclaré à la Chambre le 1^{er} novembre 1990: «Je crois que, s'il faut des changements majeurs pour prévenir l'écèlement de ce pays, les Canadiens sont prêts à les apporter. Je crois que, s'il faut entreprendre une nouvelle démarche pour obtenir ces changements, les Canadiens sont prêts à le faire.»

C'est en ces termes que le premier ministre s'exprimait. Il a ajouté: «J'ai aussi la certitude que les Canadiens de tout le pays souhaitent modifier et moderniser la fédération.»

Nous entendons dire très souvent que les Canadiens n'ont pas nécessairement cette volonté de changement. Je ne partage pas ce point de vue. Je crois que cette volonté de changement et de modernisation est bel et bien là.

[Français]

Toutes les discussions auxquelles ces changements pourraient donner lieu comportent nécessairement des répercussions qui vont dans les deux sens. Nous ne devons jamais oublier que le Canada est un pays aussi vaste que diversifié, et nous ne voulons pas que tout soit dirigé à partir d'Ottawa. Il y a bien des domaines où on devrait encourager les régions à faire valoir leurs positions. Je crois dans un fédéralisme moderne et flexible, un fédéralisme qui exprime toute la diversité du Canada.

Puisque Ottawa ne peut pas prétendre posséder la science infuse ou être l'autorité suprême dans tous les domaines, le gouvernement fédéral a décidé d'être à l'écoute des Canadiens aux quatre coins du pays. Dans cet esprit d'écoute, le gouvernement a entrepris une